

Vannes, le 05/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JEAN FLOC'H SURGELATION

Coëtnon
ZA de Bonvallon Coëtnon
56150 GUENIN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement JEAN FLOC'H SURGELATION implanté Coëtnon ZA de Bonvallon Coëtnon 56150 GUENIN. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre de la programmation pour l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEAN FLOC'H SURGELATION
- Coëtnon ZA de Bonvallon Coëtnon 56150 GUENIN
- Code AIOT : 0055601071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L' établissement JEAN FLOC'H Surgélation à GUENIN est régulièrement autorisé par un arrêté en date du 4 novembre 1999 modifié par des APC du 22 juillet 2013 et 24 novembre 2023, à exploiter sur le site ZA de Bonvallon - Coëtnon à GUENIN, un atelier de découpe et la surgélation de viande de porc.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Meilleures Techniques Disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 20/02/2020, article TITRE II - 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.3	Sans objet
2	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.3	Sans objet
3	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1	Sans objet
5	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 – 18.1	Sans objet
7	ESP	Code de l'environnement du 01/06/2023, article L. 557-29	Sans objet
8	ESP	Code de l'environnement du 01/06/2023, article L. 557-14-2	Sans objet
9	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.1 – 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de mise en place d'un système de management environnemental.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la liste
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.
Constats : Conforme. L'exploitant a transmis en amont la liste des équipements présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des équipements
Prescription contrôlée : Choix de deux équipements et contrôle du type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Caractéristiques des équipements Déclaration de mise en service.
Constats : <u>1er équipement</u> : Refroidisseur huile 2ème étage - Fabricant : HS COOLER - Type KS25-AEH-414 T L2000 - N° fabrication : A19-2988B - PS 28 bar - Volume : 68,5 - Dernière inspection : 24 juin 2024 - Prochaine inspection : 24 juin 2028 - 48 mois - requalification : 24 juin 2030 - 72 mois. Les points de contrôle sont conformes.
<u>2ème équipement</u> : condenseur à plaques dégivrage MEG chaud : Fabricant : ALFA - LAVAL - type M10-BWFDR - n° fabrication : 30 108 -06711 - PS : 25 - volume 20,2 - Dernière inspection : 24 juin 2024 - 24 juin 2026 - 24 mois. Les points de contrôle sont conformes.
Une colonne Ps x V pour la capacité devra être rajoutée au tableau de recensement des équipements ainsi que la date de mise en service des équipements sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du compte rendu d'inspection périodique
Prescription contrôlée : Organisme habilité ou par une personne compétente désignée à cet effet. L'équipement peut être maintenu en service (résultat satisfaisant du contrôle).
Constats : Conforme. Les installations sont contrôlées périodiquement par la Sté CLAUGER.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des échéances
Prescription contrôlée : Date de l'inspection périodique - Périodicité maximale selon AM 20/11/2017 ou CTP - Date d'échéance du prochain contrôle au vu du dernier contrôle réalisé.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du compte rendu requalification périodique
Prescription contrôlée : Organisme habilité ou par une personne compétente désignée à cet effet. L'équipement peut être maintenu en service (résultat satisfaisant du contrôle).
Constats : Les équipements sont contrôlés par un organisme habilité. Les résultats du contrôle sont satisfaisants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 – 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du compte rendu requalification périodique
Prescription contrôlée : Date de requalification périodique - Périodicité maximale selon AM 20/11/2017 ou CTP - Date d'échéance du prochain contrôle au vu du dernier contrôle réalisé.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ESP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2023, article L. 557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : Informations de la plaque conformes aux caractéristiques figurant sur les documents examinés (PS, V, n° fab., année, fluide...). fluide utilisé correspond au fluide mentionné sur la plaque.
Constats : Les informations de la plaque contrôlée sont conformes au document examiné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : ESP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2023, article L. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, État équipement
Prescription contrôlée : Absence d'altération du niveau de sécurité
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.1 – 24
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du compte rendu requalification périodique
Prescription contrôlée : Accessoires de sécurité. Marquage.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Meilleures Techniques Disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/02/2020, article TITRE II - 5
Thème(s) : Risques accidentels, Système Management Environnemental
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</p> <p>II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</p> <p>III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</p> <p>IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</p> <p>V. - Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</p> <p>VI. - Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</p> <p>VII. - Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;</p> <p>VIII. - Communication interne et externe ;</p> <p>IX. - Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;</p> <p>X. - Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;</p> <p>XI. - Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;</p> <p>XII. - Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;</p> <p>XIII. - Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;</p> <p>XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;</p> <p>XV. - Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;</p> <p>XVI. - Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p> <p>XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</p>

<p>XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;</p> <p>XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;</p> <p>XX. - Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres. Le SME intègre également les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ; - un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ; - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ; - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). <p>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p>Constats : Absence de présentation d'un système de management environnemental (procédures, indicateurs de performances sur les aspects environnementaux...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>